

H7 - LA MODIFICATION DES GRANDS ÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES MONDIAUX (1973-1991)

Séance 1 : 1 heure

Introduction

Doc. vidéoprojeté : « Du premier choc pétrolier (1973)... »

Doc. vidéoprojeté : « La chute du mur de Berlin, symbole de la fin de la guerre froide »

- De 1973, le monde subit une modification profonde des grandes **équilibres** (situations marquées par un état de stabilité) économiques : la période de croissance postérieure à la Seconde Guerre mondiale prend fin. Le chômage et l'inflation progressent dans un contexte de pénurie énergétique.
- Pendant ces deux décennies, les grands équilibres géopolitiques mondiales – qui avaient été mis en place à la fin de la Seconde Guerre mondiale – sont eux aussi remis en question. Au Moyen Orient, l'islamisme arrive au pouvoir en Iran en 1979. En Europe de l'Ouest, une transition démocratique se produit et permet l'élargissement de la Communauté économique européenne. En Europe de l'Est, le mur de Berlin chute en novembre 1989 : les régimes communistes tombent l'un après l'autre entre 1989 et 1991 et l'URSS implose entre 1990 et 1991 : c'est la fin de la Guerre froide.
- **Problématique : Pourquoi les années 1970 et 1980 constituent-elles deux décennies charnières dans l'histoire économique et géopolitique du XX^{ème} siècle ?**

I. La modification des grands équilibres économiques mondiaux

A. Les causes de la crise économique qui éclate au début des années 1970

Doc. vidéoprojeté : « La publicité, moteur de la consommation des ménages »

Doc. 4 page 225 : « La croissance économique mondiale »

Doc. 5 page 225 : « Le chômage dans quelques pays occidentaux »

Doc. vidéoprojeté : « Nixon annonce la fin de la convertibilité du dollar en or (15 août 1971) »

Doc. 2 page 225 : « Le système monétaire international »

- Dès 1945, la reconstruction et l'équipement des ménages en biens de consommation (réfrigérateur, télévision, automobile...) soutiennent une **croissance économique** (augmentation durable de la production de richesse) forte et une situation de **plein emploi** (taux de chômage inférieur à 5%). La croissance permet un enrichissement et le développement d'un **État-providence** (État ayant mis en place des moyens de protection sociale) en Europe. Le Japon, l'Allemagne, la France et les Etats-Unis connaissent la plus forte croissance. L'économiste français **Jean Fourastié** appelle ces trois décennies les « **Trente Glorieuses** » (1946-1973).
- Dès la fin des années 1960, quand chacun est équipé et que les achats ne sont plus destinés qu'au remplacement, la croissance des pays occidentaux ralentit. Le chômage augmente, à cause de la **désindustrialisation** (recul de la part de l'industrie dans le PIB et dans l'emploi) et l'**inflation** (hausse généralisée et durable des prix) se généralise. Les pays occidentaux confrontés à une nouvelle concurrence des pays du tiers-monde et à une crise du **taylorisme** (organisation du travail reposant sur une fragmentation et une spécialisation des tâches).
- À partir des années 1970, l'économie états-unienne est fragilisée par les coûts de la guerre du Vietnam, les importations pétrolières et une baisse de la **productivité** (rapport entre la production et les moyens mobilisés pour y parvenir). La **balance commerciale** (différence entre le montant des importations et celui des exportations) est négative pour la première fois depuis 1893. En réaction, le président **Richard Nixon** décide en **août 1971** la **suspension de la convertibilité du dollar en or**, instaurée avec les accords de Bretton Woods (juillet 1944). Il procède aussi à la **dévaluation** (politique monétaire abaissant la valeur d'une monnaie) du dollar. La baisse de la valeur du dollar rend les produits américains moins chers sur les marchés étrangers. En **janvier 1976**, les **accords de la Jamaïque** officialisent le système des changes flottants : la valeur des monnaies n'est plus calculée sur le poids de l'or mais les unes par rapport aux autres. L'instabilité monétaire inquiète les entrepreneurs qui limitent leurs investissements.

Doc. vidéoprojeté : « La guerre du Kippour (octobre 1973) »

Doc. 3 page 225 : « L'évolution des cours du pétrole (1972-1988) »

Doc. vidéoprojeté : « Les pays arabes de l'OPEP face aux puissances industrielles »

- Le 6 octobre 1973, le déclenchement de la guerre du Kippour par la Syrie et l'Égypte contre Israël, conduit les États-Unis à livrer des armes à Israël. En représailles, l'Organisation des exportateurs de pétrole décide d'augmenter les prix du baril une première fois en octobre au Koweït puis une seconde fois en décembre à Téhéran. Elle réduit aussi chaque mois la production pétrolière de 5% leur production pétrolière. À partir du 28 octobre, quelques pays alliés d'Israël, dont les États-Unis et les Pays-Bas, sont même touchés par un embargo pétrolier. Toutes ces décisions conduisent au premier choc pétrolier (effets néfastes sur l'économie d'une hausse brutale du prix du baril de pétrole). Les prix du baril de pétrole sont multipliés par quatre et les stations d'essence sont vides dans de nombreux pays occidentaux. Même si les restrictions prennent fin en 1974, les prix du baril demeurent élevés et instables, ce qui met en difficulté les économies occidentales. Le pétrole devient ainsi une arme géopolitique.
- En septembre 1978, une série de manifestations éclatent en Iran : elles vont conduire à la révolution islamique (1979). Ces troubles politiques dans un des principaux pays producteurs de pétrole provoquent une baisse de la production et donc une hausse des prix. Deux ans plus tard, la guerre Iran-Irak (1980-1988) éclate : ce conflit entre deux pays importants producteurs de pétrole, entraîne l'arrêt des exportations iraniennes et une nouvelle hausse des prix du baril : c'est le deuxième choc pétrolier. Ainsi, le prix du baril est, en 1980 (36,8 dollars), quinze fois plus élevé qu'en 1973 (2,5 dollars). La production pétrolière du Moyen Orient est réduite et les pays de l'OPEP, en conflit avec les compagnies pétrolières occidentales (Exxon, Shell, BP, Elf...), refusent d'augmenter leur production pour compenser la baisse des exportations iraniennes.

B. Une crise qui déstabilise profondément les économies et les populations

Doc. 4 page 225 : « La croissance économique mondiale »

Doc. vidéoprojeté : « Plus d'essence aujourd'hui »

Doc. vidéoprojeté : « La pénurie d'énergie »

Doc. vidéoprojeté : « La crise en chiffres (1973-1995) »

- Pour la première fois depuis 1945, la croissance économique mondiale ralentit (autour de 2% par an contre 5 à 6% par an pendant les « Trente Glorieuses ») et la **récession** (période marquée par une baisse du PIB) apparaît dans certains pays industrialisés. En 1975, le PIB recule de 0,5% aux États-Unis, de 1,23% au Japon et de 2,5% au Royaume-Uni. En 1980 et 1982, les États-Unis sont à nouveau en récession. Les entreprises les plus fragiles, incapables de régler leur facture énergétique, font faillite, alors que des secteurs comme les mines, la sidérurgie, le textile, l'automobile et les chantiers navals s'effondrent face à la hausse des coûts et à la concurrence. La hausse du prix du baril de pétrole aggrave la situation des pays du tiers-monde qui ne sont pas producteurs de pétrole : ils sont contraints de s'endetter pour éviter la banqueroute.
- La crise est mondiale mais elle touche particulièrement les pays occidentaux. Les chocs pétroliers permettent une prise de conscience de la dépendance énergétique des pays développés. Le déséquilibre de la balance commerciale s'accroît du fait des importations de pétrole dont le prix a fortement augmenté. Pour pallier cette dépendance au pétrole, les pays industrialisés mettent en place de nouvelles politiques énergétiques. L'heure est aux programmes d'économies d'énergie, la vitesse sur les autoroutes est limitée, les premières journées sans voiture se mettent en place en Belgique ou en Suisse. Les États-Unis décident d'exploiter leurs propres ressources ou de signer des accords préférentiels avec des pays producteurs de pétrole. En France, le gouvernement sensibilise les populations aux économies d'énergie et développe la production d'énergie d'origine nucléaire.
- L'approvisionnement difficile en pétrole ralentit l'activité des entreprises. La croissance chute et les économies entrent en stagnation, ce qui provoque une augmentation du chômage. La crise met fin au plein emploi des « Trente Glorieuses » et entraîne un chômage de masse. Dans les pays occidentaux, il passe de 5,4% en 1979 à 10% en 1986 (40 millions de personnes sans-emploi). Les jeunes peu qualifiés, les femmes et les immigrés sont proportionnellement les plus touchés. En parallèle, la hausse du cours du pétrole nourrit l'inflation : la consommation s'amenuise et la crise freine la hausse des salaires. La combinaison de la stagnation de la croissance et de l'inflation est désignée par le néologisme « **stagflation** ».

C. Des politiques anti-crise différentes d'un pays à l'autre, au bilan mitigé

Doc. vidéoprojeté : « Une politique de relance par la consommation »

Doc. vidéoprojeté : « La politique de relance : l'exemple de la France »

Doc. vidéoprojeté : « L'annonce de la politique de rigueur en France (1976) »

- Face à la crise, certains gouvernements adoptent des **politiques de relance** (investissements massifs de l'État pour relancer la croissance économique) qui permettent de limiter les effets sociaux de la crise mais pas de la résoudre. Ils soutiennent la consommation des ménages par une augmentation des dépenses publiques et des salaires, afin de relancer la production nationale. En France, les politiques de relance par la consommation de 1975 (gouvernement Chirac) et de 1981 (gouvernement Mauroy) ont des effets mitigés : elles augmentent la dette de l'État et le déficit commercial. Pour limiter ces effets indésirables, d'autres gouvernements mettent en place des **politiques d'austérité** (ou **politiques de rigueur**). Elles passent par une limitation des dépenses de l'État et des salaires pour que les entreprises améliorent leur **compétitivité** (capacité à résister à la concurrence). En France, une politique de rigueur est amorcée en 1976 (gouvernement Barre) et en 1983 (gouvernement Fabius). Elles entraînent un blocage des salaires et provoquent un fort mécontentement social. Ceux qui les ont menées sont sanctionnés dans les urnes : en 1986, le parti socialiste perd sa majorité parlementaire.

PPO1 : Ronald Reagan et Deng Xiaoping, deux acteurs majeurs d'un nouveau capitalisme

 **Podcast n°1 : Ronald Reagan, président du néolibéralisme aux États-Unis (1981-1989)**

[Cliquez ici pour accéder au podcast n°1](#)

Doc. vidéoprojeté : « Ronald Reagan et Margaret Thatcher, deux artisans du libéralisme... »

Doc. vidéoprojeté : « Affiche contre la privatisation de British Telecom (1984) »

Doc. vidéoprojeté : « Les *Reaganomics* »

Doc. vidéoprojeté : « La croissance annuelle des PIB (1975-1995) »

Doc. vidéoprojeté : « Les dépenses militaires des deux Grands »

Doc. vidéoprojeté : « Grève des contrôleurs aériens, été 1981 »

• Inspirés par les théories de **Milton Friedman** (École de Chicago), les économistes néolibéraux préconisent de laisser les lois du marché réguler l'économie. Selon eux, l'État doit se désengager (pour réduire sa dette) et diminuer la masse monétaire en circulation (pour réduire l'inflation). Au Royaume-Uni, **Margaret Thatcher** (Première ministre de 1979 à 1990), et aux États-Unis, **Ronald Reagan** (Président de 1981 à 1989) s'inspirent du **néolibéralisme** (doctrine qui n'admet qu'une intervention limitée de l'État dans l'économie). Ils opèrent un désengagement de l'État : privatisations au Royaume-Uni (British Telecom), baisse des impôts et des budgets sociaux, dérégulation pour supprimer toutes les réglementations jugées néfastes à la reprise de l'activité économique, et notamment les réglementations financières aux États-Unis.

• Les « *Reaganomics* » (quatre piliers de la politique économique de Reagan) ont un effet immédiat sur l'économie américaine : l'inflation chute, le chômage recule et la croissance est de retour (+ 6% entre 1983 et 1984). La réussite de ces modèles inspire en partie les politiques d'autres pays (RFA, France). Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale conditionnent l'octroi de leurs prêts au respect des règles du **Consensus de Washington (1989)** : les politiques néolibérales doivent être appliquées dans ces pays. Mais, la dette des États-Unis double en raison de la baisse des impôts et de la hausse des dépenses militaires, tandis que les inégalités s'accroissent. Ces politiques néolibérales suscitent des vagues de protestation : grèves des contrôleurs aériens aux États-Unis en 1981, des mineurs au Royaume-Uni en 1984.

Doc. vidéoprojeté : « Une révolution socialiste »

Doc. vidéoprojeté : « La Chine s'ouvre au monde »

Doc. vidéoprojeté : « Le réveil de la Chine »

Doc. vidéoprojeté : « L'ouverture sur le monde au travers de l'installation de McDonald's »

PPO1 : Ronald Reagan et Deng Xiaoping, deux acteurs majeurs d'un nouveau capitalisme

 **Podcast n°2 : Deng Xiaoping, dirigeant du « socialisme de marché » en Chine (1979-1990)**

[Cliquez ici pour accéder au podcast n°2](#)

• En Chine, **Deng Xiaoping** entreprend depuis 1978 des réformes destinées à faire sortir son pays du sous-développement et à maintenir le parti communiste au pouvoir. La **politique des Quatre modernisations** (agricole, industrielle, militaire et scientifique) mène à l'assouplissement de la planification, à l'introduction d'un secteur privé, à la décollectivisation des campagnes et à l'ouverture aux investissements étrangers dans les zones économiques spéciales. Une nouvelle forme de capitalisme, le « **socialisme de marché** », associe le libéralisme économique à l'interventionnisme économique et politique autoritaire de l'État communiste.

• Devant le succès de ce socialisme de marché, l'ouverture se poursuit sur les littoraux chinois. La Chine signe aussi des accords commerciaux avec la CEE, le Japon ou les États-Unis dès 1978. Elle offre aux entreprises occidentales qui souhaitent délocaliser leurs unités de production des avantages fiscaux, une main-d'œuvre abondante, peu chère et peu revendicative. Avec un taux de croissance qui dépasse 10% par an en moyenne dans les années 1980, la Chine se transforme, surtout le long de son littoral où s'installent les firmes américaines désireuses de profiter de la hausse du niveau de vie des Chinois (KFC à Pékin en 1987 ; McDonald's à Shenzhen en 1990).

Doc. vidéoprojeté : « Le printemps de Pékin de 1989 »

Doc. vidéoprojeté : « La place Tian'Anmen à Pékin (Beijing) le 4 juin 1989 »

Point de passage et d'ouverture 2 : L'année 1989 dans le monde



Podcast n°3 : Les manifestations de la place Tian'Anmen à Pékin et leur répression

[Cliquez ici pour accéder au podcast n°3](#)

- En Chine, les réformes économiques menées par Deng Xiaoping au cours des années 1980 ne s'accompagnent pas d'une démocratisation du pays. En effet, la libéralisation économique est perçue comme un moyen pour maintenir le parti unique en Chine en assurant une croissance économique forte et un enrichissement de la population. D'avril à juin 1989, des manifestations éclatent sur la place Tian'Anmen à Pékin : elles dénoncent la corruption du régime et l'absence de libertés politiques. Mais en juin 1989, Deng Xiaoping donne l'ordre de la répression armée, faisant plusieurs milliers de victimes. L'intervention militaire chinoise est vivement critiquée à l'étranger et un embargo sur la vente d'armes à la Chine est décrété par les pays occidentaux. Jugé responsable de la répression et de la dégradation de l'image internationale de la Chine, Deng Xiaoping est poussé vers la sortie par les cadres du Parti communiste chinois en 1989.

II. La modification des grands équilibres géopolitiques mondiaux

A. Au Moyen Orient, la montée de l'islamisme déstabilise une région fragile

Doc. vidéoprojeté : « L'Iran du Chah : dictature et inégalités sociales »
Doc. vidéoprojeté : « L'Iran, État chiite et puissance régionale »
Doc. vidéoprojeté : « Des manifestants iraniens abattent une statue du Shah (1978) »
Doc. 3 page 234 : « L'islam au fondement du droit »
Doc. vidéoprojeté : « La crise des otages étatsuniens en Iran »
Doc. vidéoprojeté : « La guerre Iran-Irak »

- Depuis 1953, **Mohammad Reza Pahlavi**, le *Chah* (mot persan pour désigner le roi) est à la tête d'une monarchie autoritaire soutenue par les États-Unis. La police politique (la *Savak*) fait taire toute opposition, le souverain veut moderniser et occidentaliser le pays. Mais ses réformes heurtent le clergé chiite (le chiisme est une des deux branches de l'Islam, majoritaire en Iran) et une partie de la population iranienne. L'*ayatollah* (titre le plus élevé dans le clergé chiite) **Rouhollah Khomeini**, chef de l'opposition, en exil dès 1964, pousse les Iraniens à la révolution.
- La contestation s'amplifie à partir de 1978 alors que le pays traverse une grave crise économique. Les manifestations se multiplient et réunissent les catégories urbaines laïques et populaires ainsi que les étudiants, sensibles aux discours de Khomeini. En janvier 1979, le *Chah* quitte l'Iran. De retour à Téhéran le 1^{er} février 1979, Khomeini conteste la légitimité du gouvernement, critique ses liens avec les États-Unis et appelle à une révolution islamique. Le 11 février 1979, le régime s'effondre et l'**islamisme** (doctrine politique qui promeut un État et une société fondé sur la *charia*, la loi islamique) s'impose à Téhéran : le chiisme est au pouvoir.
- La **République islamique d'Iran est proclamée** par referendum le **1^{er} avril 1979**. En décembre, la Constitution confère à l'autorité religieuse la primauté sur le pouvoir politique. Le « Guide suprême de la Révolution », titre porté par Khomeini entre 1979 et 1989, est le premier personnage de l'État, devant le président de la République. **De novembre 1979 à janvier 1981**, la **prise d'otage de 52 personnes travaillant à l'ambassade des États-Unis** à Téhéran par les Pasdarans (« Gardiens de la Révolution ») doit permettre d'obtenir l'extradition du *Chah*, réfugié aux États-Unis. Les livraisons d'armes effectuées par les États-Unis à l'Irak durant la **guerre Iran-Irak (1980-1988)** confortent l'antiaméricanisme en Iran. Isolé sur la scène internationale, l'Iran se construit dans le rejet de l'Occident et devient le symbole de l'islamisme politique.

B. En Europe occidentale, démocratisations et élargissements de la CEE

Doc. vidéoprojeté : « La fin de la dictature au Portugal (1974) »
Doc. 1 page 236 : « Scène de fraternisation lors de la révolution des Œillets »
Doc. 2 page 236 : « Les objectifs du nouveau régime »
Doc. 4 page 237 : « La renaissance du pluralisme politique »

- Au Portugal, un **coup d'État** (renversement du pouvoir, souvent illégal et brutal) a lieu le **25 avril 1974** : la « **révolution des Œillets** ». Des militaires, menés par le **général Spínola** et soutenus par la population, mettent fin au régime dictatorial en place depuis 1932, l'*Estado Novo*, dirigé d'abord par António de Oliveira Salazar puis Marcelo Caetano. Cet événement s'explique par les guerres menées par le Portugal dans ses colonies africaines (Angola, Guinée Bissau, Mozambique) et par la volonté de restaurer la démocratie. Le régime s'effondre et laisse place à une période de **transition démocratique** (passage progressif d'un régime non-démocratique à un régime démocratique), qui dure jusqu'à l'**adoption d'une constitution** (texte juridique qui définit les institutions d'un État) **démocratique** le **2 avril 1976**. Le nouveau gouvernement, dirigé par le socialiste **Mário Soares**, qui rentre d'exil, rétablit les libertés et organise des élections législatives : le parti socialiste les remporte avec 36,6% des voix mais il doit former une coalition pour gouverner car il n'a pas la majorité absolue. Les élections présidentielles de 1976 portent au pouvoir le candidat centriste et réformateur, **António Ramalho Eanes**.

Doc. vidéoprojeté : « La révolte contre la dictature des Colonels (1973) »
Doc. vidéoprojeté : « En Grèce, la fin de la dictature des colonels (1974) »
Doc. vidéoprojeté : « Un élargissement vers l'Est de la Méditerranée »

• En Grèce, un régime autoritaire aux mains des militaires est en place depuis le coup d'État organisé de 1967 : la « dictature des colonels ». Dans les rues d'Athènes, les étudiants manifestent contre cette dictature à partir de novembre 1973. Malgré la répression, la révolte populaire prend de l'ampleur. L'intervention militaire à Chypre précipite la fin de ce régime en juillet 1974 : la tentative des colonels d'y installer une dictature les prive de leur soutien de la part des États-Unis. La Nouvelle Démocratie, parti conservateur et d'opposition, remporte les élections législatives et son leader, Konstantínos Karamanlís, exilé en France, est nommé Premier ministre le 24 juillet 1974 : la démocratie est restaurée en Grèce. Cette transition démocratique est appelée *Metapolítefsi* (« changement de régime ») par les Grecs. Karamanlís restaure les libertés individuelles et collectives et légalise le parti communiste grec.

Doc. vidéoprojeté : « La fin de la dictature en Espagne »
Doc. vidéoprojeté : « La constitution espagnole (1978) »
Doc. vidéoprojeté : « L'échec de la tentative de coup d'État du 23 février 1981 »

• En Espagne, la mort du dictateur Francisco Franco le 22 novembre 1975 permet l'accession au pouvoir de son successeur désigné, le roi Juan Carlos : avec son Premier ministre, Adolfo Suarez, ils mettent fin au régime franquiste et conduisent le pays sur le chemin de la démocratie. Des élections libres sont organisées en 1977 : elles sont remportées par l'Union du centre démocratique, le nouveau parti de Suarez. En 1978, une nouvelle constitution est promulguée : l'Espagne devient une monarchie parlementaire (régime politique dans lequel un monarque détient le pouvoir avec un Parlement élu). La fin de la dictature franquiste donne naissance à la *Movida* (mouvement de libération artistique et culturelle pendant la transition démocratique). La démocratie résiste aux attentats des mouvements indépendantistes basques et catalans et, le 23 février 1981, à une tentative de coup d'État de militaires nostalgiques du franquisme.

Doc. vidéoprojeté : « Les élargissements de la CEE (1973-1986) »
Doc. vidéoprojeté : « La démocratisation, premier pas vers la CEE »
Doc. vidéoprojeté : « L'Acte unique européen »

• Les années 1970 constituent la première phase d'élargissement de la Communauté économique européenne. Le 1^{er} janvier 1973, le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark entrent dans la CEE, qui devient la deuxième puissance économique mondiale. La crise continue cependant de toucher l'Europe et l'intégration de tous les pays membres s'avère complexe.

• Dans les années 1980, la chute des régimes dictatoriaux de l'Europe méridionale permet de nouveaux élargissements du marché commun. Devenus des démocraties, les trois pays d'Europe du Sud aspirent à entrer dans la CEE mais leur niveau de développement économique est un frein pour la Commission européenne. La Grèce en 1981 puis l'Espagne et le Portugal en 1986 entrent finalement dans la CEE au terme d'une longue négociation qui révèle les inquiétudes relatives aux fragilités économiques de ces toutes jeunes démocraties. La situation politique, économique et sociale de ces pays se stabilise avec leur entrée dans la CEE. En 1986, les douze pays de la CEE signent l'Acte unique européen, qui ouvre la voie à la mise en place d'un marché unique (territoire au sein duquel la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes est possible). En octobre 1990, avec la réunification des deux Allemagne, l'ancienne RDA entre de fait dans la CEE et celle-ci s'élargit vers l'Est.

C. En Europe orientale, la fin des démocraties populaires puis de l'URSS

Doc. vidéoprojeté : « La crise des euromissiles »

Doc. vidéoprojeté : « Le renouveau des tensions »

Doc. vidéoprojeté : « Le constat et les promesses de Mikhaïl Gorbatchev (1989) »

Doc. vidéoprojeté : « L'image d'un dirigeant moderne »

- Avec l'arrivée au pouvoir de **Ronald Reagan** en 1981, président conservateur et anticommuniste, les États-Unis tentent de contrer l'URSS et de réaffirmer leur puissance et leur statut de leader du monde libre. Ils interviennent en Amérique latine pour soutenir des régimes anticommunistes, même quand ceux-ci sont des dictatures. La course aux armements est relancée entre les deux superpuissances. La crise des euromissiles, dans les années 1980, marque l'apogée des tensions entre les deux blocs. Moscou installe des missiles SS-20, capables d'atteindre les pays d'Europe occidentale, Washington surenchérit en installant dans ces pays des missiles Pershing et Cruise, capables de frapper l'URSS. Après des négociations tendues, les missiles sont retirés des deux côtés en 1987 et une politique de désarmement voit le jour.
- Le **11 mars 1985**, **Mikhaïl Gorbatchev** arrive à la tête de l'URSS. Il entreprend des réformes politiques et économiques qui visent à restructurer le système soviétique sans toutefois abandonner le communisme. La **perestroïka** lance le pays vers une économie plus libérale et ouverte sur le monde, la **glasnost** prône l'application de principes démocratiques. Gorbatchev est très apprécié de l'Occident. Il détend les relations avec les **démocraties populaires** (nom donné aux régimes communistes d'Europe de l'Est) et cherche à apaiser les relations en Europe. L'URSS se retire également d'Afghanistan dès 1988, où elle menait une guerre depuis 1979.

Doc. vidéoprojeté : « La victoire de Solidarność aux premières élections libres de Pologne »

Doc. vidéoprojeté : « La fin des États communistes en Europe de l'Est »

- L'URSS favorise de plus en plus les réformateurs dans les partis communistes des démocraties populaires. En outre, Gorbatchev renonce à la doctrine Brejnev, en promettant de ne plus intervenir en Europe de l'Est pour réprimer les opposants politiques : ceux-ci sont donc encouragés à aller plus loin dans leurs revendications. En **août 1980**, **des grèves massives éclatent en Pologne** et dévoilent les crispations politiques et sociales. Le pape Jean-Paul II, polonais, est élu en 1978 et soutient ces mouvements. Le syndicat Solidarność, mené par **Lech Wałęsa** et **Anna Walentynowicz**, devient le symbole de l'opposition au régime communiste. Le gouvernement polonais du général **Wojciech Jaruzelski** décrète d'abord l'état de siège (1981-1983) puis est contraint de reconnaître l'existence du syndicat et d'autoriser des élections libres, remportées en juin 1989 par les candidats de Solidarność. Le régime communiste s'effondre en décembre 1990 après la victoire de Lech Wałęsa aux élections présidentielles.

Doc. vidéoprojeté : « L'ouverture de la frontière entre la Hongrie et l'Autriche à la fin du... »

Doc. vidéoprojeté : « La chute du mur de Berlin (9 novembre 1989) »

Doc. vidéoprojeté : « La chute du mur de Berlin »

Point de passage et d'ouverture 2 : L'année 1989 dans le monde

 **Podcast n°4 : L'ouverture du Rideau de fer et la chute du mur de Berlin**

[Cliquez ici pour accéder au podcast n°4](#)

- Les barbelés qui séparent – au niveau du « rideau de fer » la Hongrie de l'Autriche sont démantelés dès le mois de mai 1989. Le **9 novembre 1989**, dans le contexte de détente internationale promu par Gorbatchev, la frontière qui sépare Berlin-Est et Berlin-Ouest est ouverte. Des milliers de Berlinoises s'élancent pour participer à la **chute du mur de Berlin**, symbole de la coupure idéologique du monde, qui disparaît dans une ambiance de liesse populaire. En **décembre 1989**, le président des États-Unis **George H. Bush** et **Mikhaïl Gorbatchev** se rencontrent lors du **sommet de Malte** et mettent un terme à la Guerre froide. La chute du mur de Berlin permet la **réunification des deux Allemagnes le 3 octobre 1990**.

Doc. vidéoprojeté : « La fin des États communistes en Europe de l'Est »

Doc. vidéoprojeté : « La fin du communisme en Roumanie »

- En 1989, tous les régimes communistes dominés par l'URSS se détournent du régime soviétique et proclament leur indépendance. Après des manifestations et des élections libres, la République de Hongrie est proclamée. En Pologne, Solidarność remporte les premières élections libres et Lech Wałęsa est élu président en 1990. En Tchécoslovaquie, Vaclav Havel mène la « révolution de Velours » qui met fin pacifiquement au régime communiste, puis est élu président. En Bulgarie, la démocratie populaire s'effondre également dans le calme. Seule la Roumanie connaît une transition brutale vers un régime démocratique. Le renversement du régime dictatorial de Nicolae Ceausescu fait plusieurs centaines de morts et se conclut par l'exécution de l'ancien dirigeant et de son épouse le 25 décembre 1989. Le pays s'engage ensuite dans un processus de démocratisation. La fin du régime communiste en Yougoslavie, après la mort de Tito, conduit à l'éclatement du pays à partir de 1991 : six nouveaux États sont créés dans un contexte de guerre civile. Dernier régime communiste à tomber en Europe, l'Albanie se tourne vers la démocratie à partir de 1991.

Doc. vidéoprojeté : « La dislocation de l'Empire soviétique »

Doc. 2 page 239 : « La disparition de l'URSS »

Doc. vidéoprojeté : « La mise en échec du coup d'État d'août 1991 »

Doc. vidéoprojeté : « La disparition de l'URSS (25 décembre 1991) »

- En URSS, les vives contestations envers le régime sont rendues possibles par la *glasnost* : elles s'expriment pour la première fois dans la presse et la littérature. L'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl en avril 1986 accélère ces dénonciations et révèle les failles de l'URSS. Les républiques qui constituent l'URSS ne se ressemblent pas : ce sont des pays pluriethniques, dans lesquels des religions différentes et parfois opposées sont pratiquées. Dès la fin des années 1980, des conflits éclatent dans ces républiques. Des soulèvements populaires éclatent dans les républiques baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) puis elles se propagent à toutes les républiques soviétiques. Une à une, ces républiques proclament leur indépendance entre 1990 et 1991. En outre, Gorbatchev est également contesté à l'intérieur du parti communiste pour ses réformes politiques jugées trop libérales. En août 1991, un coup d'État, organisé par les communistes conservateurs, manque de démettre Gorbatchev du pouvoir. Face à l'échec de son projet, Gorbatchev démissionne le 25 décembre 1991 en direct à la télévision. Le lendemain, l'URSS cesse officiellement d'exister et quinze nouveaux États apparaissent sur la carte du monde.

Conclusion

- Les années 1970 et 1980 mettent en place un nouvel équilibre économique. Les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979 entraînent une crise économique mondiale, marquée un net ralentissement de la croissance économique, une hausse du chômage et de l'inflation. Ces deux décennies contribuent aussi à la mise en place d'un nouvel équilibre géopolitique : arrivée des islamistes au pouvoir en Iran ; fin des dictatures en Europe du Sud ; effondrement du communisme en Europe de l'Est et en URSS.
- **Ces deux décennies mettent fin à trois décennies de prospérité et de croissance économique et constituent également les deux dernières décennies de la Guerre froide.**
- En 1992, le politologue états-unien Francis Fukuyama écrit *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, affirmant que la Guerre froide constitue la victoire de la démocratie et du libéralisme. Les événements du début du XXI^{ème} siècle invalident en partie cette théorie.